



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission des finances
et des affaires générales,**

**chargée du budget, de la fonction publique,
des relations extérieures,
de l'égalité des chances, des matières
biculturelles, de l'image de Bruxelles
et de la participation citoyenne**

RÉUNION DU

LUNDI 5 JUILLET 2021

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie voor de Financiën
en de Algemene Zaken,**

**belast met de Begroting, het Openbaar
Ambt, de Externe Betrekkingen,
de Gelijke Kansen, de Biculturele
Aangelegenheden, het Imago van Brussel
en de Burgerparticipatie**

VERGADERING VAN

MAANDAG 5 JULI 2021

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op
www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Question orale de Mme Zoé Genot 1

à M. Sven Gatz, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des finances, du budget, de la fonction publique, de la promotion du multilinguisme et de l'image de Bruxelles,

concernant "l'arriéré dans les perceptions par Bruxelles Fiscalité de certains impayés pour logements inoccupés".

Question orale de M. Jonathan de Patoul 4

à M. Sven Gatz, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des finances, du budget, de la fonction publique, de la promotion du multilinguisme et de l'image de Bruxelles,

concernant "le droit à la déconnexion dans la fonction publique régionale".

Question orale de Mme Latifa Aït Baala 7

à M. Sven Gatz, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des finances, du budget, de la fonction publique, de la promotion du multilinguisme et de l'image de Bruxelles,

concernant "le départ et la réorientation des fonctionnaires".

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Zoé Genot 1

aan de heer Sven Gatz, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

betreffende "de achterstand bij de inning door Brussel Fiscaliteit van onbetaalde facturen voor leegstaande woningen".

Mondelinge vraag van de heer Jonathan de Patoul 4

aan de heer Sven Gatz, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

betreffende "het recht op deconnectie in de gewestelijke overheidsdienst".

Mondelinge vraag van mevrouw Latifa Aït Baala 7

aan de heer Sven Gatz, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

betreffende "het vertrek en de heroriëntering van overheidsambtenaren".

101 Présidence : M. Rachid Madrane, président.

Voorzitterschap: de heer Rachid Madrane, voorzitter.

105 **QUESTION ORALE DE MME ZOÉ GENOT**

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW ZOÉ GENOT

105 à M. Sven Gatz, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des finances, du budget, de la fonction publique, de la promotion du multilinguisme et de l'image de Bruxelles,

aan de heer Sven Gatz, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

105 concernant "l'arriéré dans les perceptions par Bruxelles Fiscalité de certains impayés pour logements inoccupés".

betreffende "de achterstand bij de inning door Brussel Fiscaliteit van onbetaalde facturen voor leegstaande woningen".

107 **Mme Zoé Genot (Ecolo).**- J'avais introduit en octobre une question parlementaire à la suite de l'inquiétude d'échevins et d'échevines du logement à propos des propriétaires de bâtiments abandonnés qui ne payaient pas la taxe sur les immeubles inoccupés.

Mevrouw Zoé Genot (Ecolo) (in het Frans).- In oktober stelde ik een parlementaire vraag over eigenaars die hun leegstandsbelasting niet betalen.

De nombreuses communes participent au dispositif régional de lutte contre les logements inoccupés et une procédure d'échange d'informations entre Bruxelles Logement et les propriétaires concernés est prévue. Elle vise à déterminer les raisons de l'inoccupation et fixe éventuellement une échéance pour l'occupation du bien, sous peine d'amende. Ce n'est qu'en cas de défaut de paiement que les services de recouvrement de la Région interviennent.

Een heleboel gemeenten nemen deel aan de gewestelijke strijd tegen leegstaande woningen. Brussel Huisvesting probeert bij die eigenaars de reden van de leegstand te achterhalen en eventueel op straffe van een boete een einddatum voor de leegstand op te leggen. Pas als die niet wordt betaald, komt de gewestelijke incassodienst in actie.

Ils procèdent alors à des vérifications, non sans difficulté. Comme vous l'expliquiez en octobre, si le débiteur ne s'acquitte pas de sa dette malgré plusieurs lettres de rappel, Bruxelles Logement transmet le dossier à Bruxelles Fiscalité, qui procède après vérification à la mise en demeure du contrevenant. Si celui-ci reste toujours en défaut de paiement, une contrainte est décernée par le comptable des recettes et le dossier est transmis à un huissier de justice. Si le contrevenant s'obstine à ne pas payer l'amende dans les délais impartis, une vente publique du logement faisant l'objet de l'infraction peut être organisée.

Die gaat eerst controles uitvoeren, wat niet zonder problemen verloopt. Bij hardnekkige wanbetalers stuurt de boekhouding van Brussel Fiscaliteit het dossier door naar een gerechtsdeurwaarder. Als dat niets oplevert, kan het goed in kwestie openbaar worden verkocht.

Seuls deux dossiers ont actuellement fait l'objet de poursuites immobilières. Le nombre de dossiers réceptionnés par Bruxelles Fiscalité s'élevait à 96 en 2018, 20 en 2019 et 34 en 2020. Des perceptions ont eu lieu dans onze dossiers, dont huit sont aujourd'hui entièrement soldés.

Slechts in twee dossiers werd tot nu toe vervolging ingesteld. Brussel Fiscaliteit kreeg in 2018 96 dossiers, in 2019 20 en in 2020 34. In elf dossiers werden achterstallen geïnd. Acht daarvan zijn volledig afgelost.

En 2018 et 2019, Bruxelles Fiscalité a dû développer une solution pour télécharger les dossiers transmis par des tiers sur sa nouvelle plate-forme. Bruxelles Fiscalité était de manière générale confrontée à un problème de qualité des données transmises par certains tiers, ce qui a nécessité de multiples interactions. Il ne s'agit pas nécessairement de Bruxelles Logement, mais d'autres acteurs. Durant cette période, les ressources de Bruxelles Fiscalité ont été principalement affectées à la reprise du précompte immobilier et des taxes de circulation.

In 2018 en 2019 moest Brussel Fiscaliteit een oplossing bedenken voor dossiers die derden op het nieuwe platform uploaden. In die periode gingen de tijd en de energie vooral naar de overheveling van de onroerende voorheffing en de verkeersbelasting.

107 D'après vous, 18 dossiers ont été transmis à des huissiers de justice, 3 ont fait l'objet d'une déclaration de créance dans le cadre d'une faillite et 124 ont un solde encore ouvert, dont

Er zijn volgens u 18 dossiers naar gerechtsdeurwaarders gegaan, in 3 dossiers werd er een schuldvordering naar aanleiding van een faillissement opgesteld en er zijn

101 seront prochainement transférés à des huissiers de justice. Vous avez également précisé que le montant total des créances non soldées de plus d'un an s'élevait à 1,85 million d'euros. Quant au nombre de fonctionnaires affectés à la gestion des amendes relatives aux logements inoccupés, une équipe de six gestionnaires de dossiers est affectée au traitement des dossiers de recouvrement confiés par 25 services externes à Bruxelles Fiscalité. Ces chiffres prouvent qu'un renfort est nécessaire à ce niveau.

Une grande partie des propriétaires laissant leur logement inoccupé pendant une longue période n'ont pas été inquiétés ni contraints de payer. Leur bâtiment est de ce fait resté à l'abandon. Quant aux communes, elles ont été privées des 85 % de paiements attendus.

Y a-t-il eu des avancées depuis notre dernière discussion à ce sujet ? La situation s'est-elle améliorée ? Quelles actions avez-vous entreprises afin de soutenir les acteurs communaux désespérés de voir certains bâtiments inoccupés depuis tant d'années ?

Vous avez reconnu que ce dossier n'avait pas été considéré comme prioritaire, car il y avait d'autres urgences à l'époque. Quelles mesures ont-elles été prises afin de rattraper l'arriéré ? Comment se déroule le suivi, plus difficile à assurer, des propriétaires négligents qui résident à l'étranger ?

Pour les années 2018 et suivantes, combien de dossiers ont-ils été transmis à des huissiers ? Combien de dossiers se trouvent-ils chez Bruxelles Logement pour vérification ? Pour les années antérieures à 2018, quel suivi est-il fait des 49 mauvais payeurs ?

De nouvelles poursuites immobilières sont-elles à l'étude pour débloquer les situations de terrain ? Dans l'affirmative, combien ?

À ce jour, quel est le montant total des créances non soldées de plus d'un an ?

¹¹³ **M. Sven Gatz, ministre.**- Depuis la réponse donnée à votre précédente question en octobre 2020, des progrès significatifs ont été réalisés, tant au niveau de la perception que du recouvrement des amendes administratives imposées sur les logements inoccupés.

Depuis 2018, Bruxelles Fiscalité a réceptionné 182 dossiers à recouvrer, c'est-à-dire 150 en octobre 2020, et entre-temps, 93 dossiers ont été transmis à des huissiers de justice, contre 18 en octobre 2020. Les perceptions ont eu lieu dans 30 dossiers, contre 11 en octobre 2020, dont 26 sont désormais entièrement soldés, contre 8 en octobre 2020. De plus, parmi les dossiers déjà transmis à Bruxelles Fiscalité pour recouvrement, Bruxelles Logement a également reçu des paiements dans 4 autres dossiers et a finalement annulé 5 dossiers. En outre, le recouvrement de 2 dossiers est suspendu à ce jour, afin d'examiner un recours.

124 onbetaalde saldi, waarvan er binnenkort 101 naar gerechtsdeurwaarders gaan. Er staat voor 1,85 miljoen euro boetes al meer dan een jaar open. Zes ambtenaren werken aan incassodossiers die door 25 externe diensten worden aangeleverd.

Een groot deel van de eigenaars die hun vastgoed laten leegstaan, wordt niet gedwongen om te betalen. De gemeenten lopen daardoor 85% van de verwachte inkomsten mis. Is de toestand verbeterd sinds we hem vorige keer bespraken? Hoe staat u de gemeenten bij?

Andere dingen kregen destijds voorrang. Hoe werkt u de achterstand weg? Hoe verloopt de procedure met nalatige eigenaars die in het buitenland verblijven?

Hoeveel dossiers gingen er sinds 2018 jaarlijks naar deurwaarders? Hoeveel dossiers controleert Brussel Huisvesting? Wat is er met de 49 wanbetalers van voor 2018 gebeurd?

Hoeveel vervolgingen staan er op stapel? Welk bedrag staat al meer dan een jaar open?

De heer Sven Gatz, minister (in het Frans).- Sinds 2018 heeft Brussel Fiscaliteit 182 incassodossiers gekregen. Intussen liggen er 93 bij gerechtsdeurwaarders, terwijl dat er in oktober 2020 maar 18 waren. In 30 dossiers zijn boetes geïnd, tegenover 11 in oktober 2020. In 26 dossiers is volledige betaling gebeurd, tegenover 8 in oktober 2020. Bovendien heeft Brussel Huisvesting betalingen ontvangen in vier incassodossiers die al aan Brussel Fiscaliteit waren overgemaakt en vijf dossiers geannuleerd. Twee incassodossiers zijn opgeschort in afwachting van de afhandeling van de beroepsprocedure.

Van de 49 dossiers van voor 2018 zijn er 34 nog niet afgerond, maar in tien daarvan zijn gedeeltelijke betalingen gebeurd. Er lopen nog procedures bij gerechtsdeurwaarders. In het uiterste geval kunnen we een procedure tot inbeslagname starten, maar die is duur en wordt daarom alleen in de belangrijkste dossiers ingezet.

Actuellement, une dizaine de dossiers a été renvoyée à Bruxelles Logement pour vérification.

Concernant le suivi des 49 dossiers antérieurs à 2018, 34 dossiers sont toujours ouverts. Cependant, pour 10 de ces 34 dossiers, des paiements partiels ont déjà été effectués. Des procédures restent en cours chez les huissiers de justice. En outre, des procédures de saisie immobilière peuvent être envisagées, si les mesures de recouvrement en cours n'aboutissent pas. La procédure d'exécution d'une saisie immobilière est particulièrement longue et coûteuse, de sorte qu'elle est réservée aux dossiers les plus importants.

¹¹⁵ En ce qui concerne les propriétaires résidant à l'étranger, l'exécution forcée est limitée. Si l'adresse est connue, les actes sont signifiés à l'étranger. Toutefois, les coûts associés à une telle procédure peuvent également être élevés.

Enfin, le montant total des créances impayées depuis plus d'un an s'élevait, en date du 8 juin 2021, à un peu plus de 2,6 millions d'euros.

Il y a donc encore du travail à réaliser. Toutefois, les chiffres sont nettement meilleurs que ceux communiqués en octobre 2020.

¹¹⁷ **Mme Zoé Genot (Ecolo).**- À l'évidence, vos services se sont saisis de la question et ont mis le paquet pour avancer et secouer tous ces propriétaires qui ne paient pas les taxes dues et continuent de laisser leurs logements vides. Cela aura pour effet de débloquer certains dossiers. Vous leur signalez qu'il n'est plus acceptable de ne pas payer ces taxes. Les communes vont enfin recevoir ce qui leur est dû.

Cependant, ces taxes peinent encore à rentrer. Il va falloir, pour l'exemple, opérer des saisies immobilières afin que les propriétaires concernés comprennent qu'il n'est plus possible de laisser pourrir de manière éhontée des logements qui pourraient être utilisés.

Je m'inquiète quelque peu par rapport aux résidents à l'étranger. Votre réponse me laisse perplexe. Je comprends qu'il soit coûteux de suivre ces dossiers, mais que prévoyez-vous concrètement ?

¹¹⁹ **M. Sven Gatz, ministre.**- Nous sommes tributaires des données dont dispose l'administration. Nous avons pris les contacts nécessaires en vue de récupérer l'argent. Je suis disposé à vous faire parvenir une réponse écrite mettant en lumière le nombre de dossiers concernés à l'étranger et, parmi eux, ceux pour lesquels une solution a été trouvée.

¹¹⁹ **M. le président.**- C'est une très bonne suggestion. Nous agissons de la sorte.

- *L'incident est clos.*

De gedwongen tenuitvoerlegging heeft zijn beperkingen. Als we het adres van wanbetalers in het buitenland kennen, worden de akten daar betekend. Zo'n procedure kan ook erg kostbaar zijn.

Op 8 juni 2021 was er iets meer dan 2,6 miljoen euro al meer dan een jaar onbetaald.

Mevrouw Zoé Genot (Ecolo) (in het Frans).- *Uw diensten doen duidelijk hun best om wanbetalers achter de veren te zitten. Daardoor zullen de gemeenten eindelijk de verschuldigde bedragen ontvangen.*

Toch blijft de leegstandsbelasting moeilijk te innen. We moeten met inbeslagnames duidelijk maken dat eigenaars hun vastgoed niet kunnen laten verkommen.

Ik begrijp dat het duurder is om mensen in het buitenland te benaderen, maar wat bent u concreet van plan?

De heer Sven Gatz, minister (in het Frans).- *We zijn afhankelijk van de gegevens die de administratie heeft. We hebben de nodige contacten gelegd om het geld te innen. Ik wil u een schriftelijk antwoord geven over het aantal buitenlandse dossiers en voor welke daarvan een oplossing is gevonden.*

De voorzitter.- *Dat is een goed idee. We doen het zo.*

- Het incident is gesloten.

125 **QUESTION ORALE DE M. JONATHAN DE PATOUL**

125 à M. Sven Gatz, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des finances, du budget, de la fonction publique, de la promotion du multilinguisme et de l'image de Bruxelles,

125 concernant "le droit à la déconnexion dans la fonction publique régionale".

127 **M. Jonathan de Patoul (DéFI).**- Le droit à la déconnexion fait référence au droit d'un travailleur de ne pas être connecté à des outils numériques en dehors de ses heures de travail. Les évolutions technologiques que nous connaissons signifient que les travailleurs sont désormais joignables partout, tout le temps, de manière immédiate. Cette hyperconnectivité présente des risques sérieux pour la santé mentale du travailleur, entraînant une porosité de la frontière entre vie privée et vie professionnelle ainsi qu'un accroissement de la charge mentale, de la pression, de l'anxiété et du stress.

Pour pallier les risques psychosociaux liés à l'hyperconnectivité, le droit à la déconnexion s'est progressivement invité à la table des réflexions sur la réorganisation du travail en entreprise ou en institution publique. À titre d'exemple, chez nos voisins français, le droit à la déconnexion est intégré dans le droit du travail depuis 2017 pour l'ensemble des entreprises de plus de 50 équivalents temps plein (ETP). Pour l'instant, en Belgique, il n'est pas reconnu comme un droit fondamental. Néanmoins, depuis 2018, les employeurs d'entreprises de plus de 50 ETP ont l'obligation de se concerter avec les représentants des travailleurs pour l'évoquer.

En Région bruxelloise, une enquête de 2017 concernant le bien-être des collaborateurs du service public régional de Bruxelles (SPRB), réalisée par la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven), pointait déjà cette hyperconnectivité comme une première cause de stress à traiter.

En mars 2019, la Région wallonne semblait aller un cran plus loin pour ses fonctionnaires, en instaurant par voie d'arrêté le droit à la déconnexion, qui préserve le fonctionnaire de toute sanction dans le cas où les mails n'auraient pas été consultés en dehors des heures de travail.

Ma question fait suite au télétravail qui perdure depuis la crise sanitaire. La mise en place généralisée du télétravail a accru cette tendance et a mis davantage en lumière les dangers potentiels liés à l'hyperconnectivité. Plusieurs études récentes démontrent en effet que le télétravail et l'hyperconnectivité qu'il induit ont tendance à favoriser le dépassement du temps de travail et le non-respect des moments de pause. Cette question du droit à la déconnexion s'est invitée récemment, en janvier 2021, au Parlement européen. La Commission européenne a appelé à légiférer en faveur d'un droit fondamental à la déconnexion.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER JONATHAN DE PATOUL

aan de heer Sven Gatz, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

betreffende "het recht op deconnectie in de gewestelijke overheidsdienst".

De heer Jonathan de Patoul (DéFI) (in het Frans).- Door de technologische vooruitgang zijn werknemers vandaag altijd bereikbaar. Die vervaging van de grens tussen werk en privéleven leidt tot meer stress en angstgevoelens.

In België is het recht om buiten de werkuren onbereikbaar te zijn, nog steeds niet als een basisrecht erkend. Sinds 2018 zijn ondernemingen met meer dan 50 voltijdse equivalenten wel verplicht om daarover met de vakbond te overleggen.

Uit een in 2017 uitgevoerde studie uit 2017 blijkt dat ook de medewerkers van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB) stress ondervinden door het feit dat ze altijd bereikbaar zijn.

Door de algemene invoering van het telewerk is het probleem nog toegenomen. In januari 2021 besprak het Europees Parlement dan ook de mogelijkheid om een basisrecht op onbereikbaarheid in te voeren. De Europese Commissie heeft zich daartoe bereid getoond.

¹²⁹ Entre les courriels, les conversations qui se multiplient sur WhatsApp ou Teams et les visioconférences à répétition, il est urgent d'instaurer des moments de déconnexion pour préserver la santé mentale des travailleurs.

Depuis l'enquête menée en 2017 par la KU Leuven, une nouvelle enquête a-t-elle été menée concernant le bien-être des collaborateurs du SPRB ? Si oui, l'hyperconnectivité apparaît-elle encore comme un facteur de stress ?

Quelles suites ont-elles été données au colloque contre l'hyperconnectivité organisé à l'automne 2019 ?

Une concertation avec les représentants des travailleurs du SPRB a-t-elle eu lieu afin d'aborder le droit à la déconnexion ? Si oui, qu'en ressort-il ? Quelles initiatives y sont-elles prises pour l'assurer ?

La mise en place d'un droit fondamental à la déconnexion, à l'image de la législation qui l'instaure pour les fonctionnaires de la Région wallonne, est-elle en cours de discussion en Région bruxelloise ? Des dispositions ont-elles été prises afin d'encadrer le télétravail et d'assurer un droit à la déconnexion ?

¹³¹ **M. Sven Gatz, ministre.**- Dans sa décision du 16 juillet 2020, le gouvernement a chargé talent.brussels de proposer un plan d'action global sur l'organisation du télétravail post-Covid-19. À cette fin, talent.brussels a mené une étude sur l'expérience de télétravail du personnel des institutions de la Région bruxelloise.

Pour mettre en œuvre ce plan d'action, talent.brussels, en collaboration avec dix-huit institutions partenaires, a mis en place des groupes de travail sur cinq thèmes différents, à savoir la qualité de vie, les aspects juridiques, les aspects financiers, les analyses et le suivi ainsi que la communication. Ce plan d'action sera présenté au gouvernement dans les prochaines semaines.

Talent.brussels accorde une attention particulière à la qualité de vie de ses employés, qui fait l'objet d'un groupe de travail spécifique. C'est pourquoi l'une des actions proposées portera sur le droit à la déconnexion.

Talent.brussels veut examiner si les plages horaires fixes et les plages horaires mobiles peuvent être modifiées en vue de l'introduction d'horaires plus flexibles, afin d'évoluer vers une administration plus hybride, flexible et moderne. Dans l'article 189 du statut, une disposition sur le droit à la déconnexion devrait être ajoutée. Talent.brussels réalisera une étude sur le droit à la déconnexion afin de procéder à cette modification.

L'insertion du droit à la déconnexion dans le statut va de pair avec la prise en considération de la problématique sur le terrain. Notre plus grande administration, le service public régional de Bruxelles (SPRB) a déjà travaillé dans ce sens.

Depuis l'enquête menée en 2017 par la KU Leuven, des analyses des risques psychosociaux ont été réalisées par le service externe de prévention et protection au travail Mensura dans les services

Werd het welzijn van de medewerkers van de GOB na 2017 verder onderzocht? Welk gevolg gaf u aan het colloquium over het thema uit 2019?

Vond er overleg plaats met de werknemersafgevaardigden bij de GOB over het recht op onbereikbaarheid? Welke initiatieven neemt de GOB om dat recht te garanderen?

Overweegt het Brussels Gewest om een basisrecht op onbereikbaarheid in te voeren? Heeft het maatregelen getroffen om telewerk te reguleren?

De heer Sven Gatz, minister (in het Frans).- *De regering heeft talent.brussels in juli 2020 opgedragen om een actieplan uit te werken voor de organisatie van telewerk na Covid-19. Talent.brussels voerde daarop een studie uit naar de ervaringen van het Brusselse overheidsperoneel met telewerk en startte een reeks werkgroepen.*

Binnen de werkgroep dat gewijd is aan het welbevinden op het werk zal onder meer het recht op onbereikbaarheid worden besproken. Om dat in te voeren, zal Talent.brussels artikel 189 van zijn statuut moeten aanpassen.

De Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB) heeft zijn externe dienst voor preventie en bescherming op het werk al onderzoek laten doen naar de invoering van het recht op onbereikbaarheid in zijn statuut.

et directions le nécessitant, où des plans d'actions ont été mis en place par la ligne hiérarchique et évalués par le comité de concertation de base, dans l'action continue.

¹³³ Une nouvelle analyse des risques globale sera lancée le 28 septembre prochain auprès de l'ensemble des agents du SPRB en collaboration avec Mensura. Depuis l'étude de la KU Leuven, la situation a progressé. Les nouvelles mesures qui en découleront seront ajoutées au plan d'action élaboré chaque année par le service interne pour la prévention et la protection au travail et par le pilier bien-être au travail des ressources humaines pour le plan 2022.

Dans le cadre du projet B-Connected et, ensuite, de la crise sanitaire, un baromètre du changement a été établi par les ressources humaines afin d'évaluer l'adaptation au changement des collaborateurs.

La déconnexion a été abordée avec les organisations syndicales au sein des groupes de travail relatifs au règlement de travail et aux nouvelles manières de travailler. Un droit à la déconnexion est prévu dans le projet de règlement de travail, qui est en cours de réalisation. Ce règlement a été étudié avec les organisations syndicales mais n'est pas encore en vigueur à ce jour. La concertation officielle de l'ensemble du règlement de travail est prévue dans les semaines ou les mois à venir. Au début de l'automne, nous devrions disposer de repères bien définis.

Les axes de travail du SPRB en matière de déconnexion sont actuellement la réglementation - règlement de travail - et la sensibilisation par le pilier bien-être au travail. À cet effet, un colloque relatif à la déconnexion à destination des managers s'est tenu en novembre 2019, et des "midis bien-être" ont été organisés sur le même thème en juin 2020 à l'intention des agents.

¹³⁵ Évoquons encore la sensibilisation de la ligne hiérarchique et des agents, les coachings individuels en gestion du stress avec "conseils déconnexion", les conseils dispensés aux agents et à la ligne hiérarchique lors d'entretiens bien-être ou sur demande, ou encore les informations communiquées sur l'intranet.

Une enquête spécifique relative à la déconnexion est en cours de préparation pour évaluer les besoins et attentes des collaborateurs en la matière et adapter nos actions de manière appropriée. Des conseils relatifs à la déconnexion - ou plutôt à la prévention de l'hyperconnexion - et les slides des événements cités plus haut ont été publiés sur l'intranet - et la communauté "Vos conseils bien-être" de l'intranet -, où une page sera dédiée à la déconnexion dans les mois à venir.

La rédaction du plan d'action de bien-être et sécurité au travail 2022 du SPRB a déjà débuté. Ce plan accordera la priorité à la déconnexion et comprendra des ateliers dédiés aux équipes qui en font la demande, la réalisation de 'chartes déconnexion' par équipe, l'organisation d'un nouveau colloque sur ce thème et la mise en valeur du travail d'accompagnement réalisé autour de ce thème.

Op 28 september start er een globale risicoanalyse bij de GOB. De maatregelen die eruit voortvloeien, zullen worden opgenomen in het jaarlijkse actieplan van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk.

In het kader van B-Connected en de gezondheidscrisis voerde de dienst human resources een barometer in om na te gaan hoe de medewerkers zich aan het telewerk aanpassen.

Het recht op onbereikbaarheid werd met de vakbonden besproken en is opgenomen in het nieuwe arbeidsreglement, dat echter nog niet van toepassing is. Het officiële overleg zal tegen de herfst zijn afgerond.

De GOB zet vooral in op de aanpassing van het arbeidsreglement en op bewustmaking in het kader van de pijler welbevinden op het werk.

Er komt een onderzoek naar de behoeften en verwachtingen van het personeel op het gebied van het recht onbereikbaarheid. Verscheidene adviezen over welzijn op het werk zullen op het intranet van de GOB worden gepubliceerd.

Er wordt gewerkt aan het actieplan rond welzijn en veiligheid op het werk voor 2022. Het recht op onbereikbaarheid wordt daarin een van de centrale thema's. Er komen workshops over het thema, een charter voor elke dienst, een colloquium, begeleiding, informatie op intranet en zo meer.

Tot slot zal het recht op onbereikbaarheid worden opgenomen in het arbeidsreglement.

En définitive, les dispositions prises depuis la période de télétravail généralisé sont les suivantes :

- un "midi déconnexion" organisé à l'attention de l'ensemble des agents du SPRB et la mise à disposition des slides de cette session ;
- les conseils dispensés sur l'intranet et repris dans la rubrique Covid-19 ;
- les lettres d'information "Horizon et actualités" sur la communauté We Managers, destinée aux managers ;
- l'accompagnement cité antérieurement ;
- un projet de texte sur le droit à la déconnexion dans le règlement de travail ;
- un message apparaissant automatiquement dans Outlook lorsqu'on veut envoyer des courriels après 18h.

L'adaptation du règlement de travail constituera la finalité d'un processus que nous avons entamé. J'espère vous avoir convaincu que nous allons dans la bonne direction.

¹³⁷ **M. Jonathan de Patoul (DéFI).**- M. le ministre, votre réponse détaillée montre que vous travaillez sur la question. Je note qu'un plan d'action sera présenté, et je serai très intéressé d'en prendre connaissance. Je note également avec intérêt que le droit à la déconnexion est soumis à la concertation lors de nombreux colloques et réflexions sur le sujet, ce qui est une nouvelle positive.

Les outils numériques et le télétravail nous ont sauvés pendant cette crise. Cette nouvelle manière de travailler, de communiquer et de se comporter dans un environnement de travail facilite évidemment certains aspects, mais pose aussi des questions majeures. Le monde politique doit être à la hauteur, car des problèmes insoupçonnés jusqu'à présent pourraient en résulter. Quoi qu'il en soit, je suis heureux d'entendre que vous y réfléchissez. Je vous réinterrogerai à ce sujet pour connaître l'évolution des décisions prises.

- *L'incident est clos.*

¹⁴¹ **QUESTION ORALE DE MME LATIFA AÏT BAALA**

¹⁴¹ à M. Sven Gatz, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des finances, du budget, de la fonction publique, de la promotion du multilinguisme et de l'image de Bruxelles,

¹⁴¹ concernant "le départ et la réorientation des fonctionnaires".

De heer Jonathan de Patoul (DéFI) (*in het Frans*).- *U maakt duidelijk werk van het recht op onbereikbaarheid. Ik kijk al uit naar het actieplan en ben tevreden dat hierover overleg plaatsvindt. Ik zal later op de problematiek terugkomen.*

- *Het incident is gesloten.*

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW LATIFA AÏT BAALA

aan de heer Sven Gatz, minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

betreffende "het vertrek en de heroriëntering van overheidsambtenaren".

¹⁴³ **Mme Latifa Aït Baala (MR).**- Près de 37 % des Belges envisagent un changement de carrière dans les douze prochains mois, selon une enquête du prestataire de services en ressources humaines Acerta et du site d'emploi StepStone.

D'après cette enquête menée auprès de quelque 3.000 travailleurs, 45 % des sondés affirment avoir postulé au moins une fois au cours des six derniers mois, contre 34 % lors du premier confinement, il y a un an. À cela s'ajoute le fait que certaines administrations de notre pays se dépeuplent à un rythme soutenu, entre départs à la retraite et réorientations de jeunes fonctionnaires.

J'ai repris cette étude en guise d'exemple pour vous demander davantage d'informations quant à la situation de la fonction publique bruxelloise. Savez-vous ce qu'il en est ? Assistons-nous à un départ des fonctionnaires ? Comment évaluez-vous la situation depuis le début de la crise sanitaire ? Combien de départs à la retraite ainsi que de départs de jeunes fonctionnaires ont-ils eu lieu dans la fonction publique bruxelloise, approximativement, depuis le début de la crise ? Comment le gouvernement gère-t-il la situation ? Quelle est sa stratégie ?

Notre fonction publique se doit d'être exemplaire et le bien-être des agents de la fonction publique est un objectif clé de l'actuel gouvernement. Ainsi, quelles sont les démarches entreprises de manière à garder non seulement nos meilleurs talents, mais également la totalité de nos fonctionnaires ?

¹⁴⁵ Enfin, le télétravail est devenu un élément-clé dans les candidatures : 58 % des travailleurs en tiennent compte dans le choix d'un nouvel employeur. Comment talent.brussels et les organismes publics bruxellois appréhendent-ils la question dans les procédures d'embauche ? Les candidats sont-ils davantage sensibles à la question du télétravail avant d'entrer dans la fonction publique bruxelloise ?

¹⁴⁷ **M. Sven Gatz, ministre.**- Il revient à l'Observatoire emploi fonction publique, coordonné par talent.brussels, de collecter les chiffres annuels relatifs au nombre de fonctionnaires dans la fonction publique bruxelloise. Entre 2019 et 2020, le nombre de fonctionnaires a légèrement augmenté, plus précisément de 0,6 % (68 fonctionnaires supplémentaires). Entre 2018 et 2019, c'est-à-dire avant la pandémie, le nombre de fonctionnaires avait augmenté de 3,9 %. En conclusion, la croissance du nombre de fonctionnaires n'a pas chuté, mais a quelque peu ralenti.

S'agissant du service public régional de Bruxelles (SPRB), il comptait 1.379 agents en 2018. Ils étaient 1.436 en 2019 et 1.456 en 2020. Enfin, on en recense 1.455 au premier semestre de l'année 2021. L'observatoire de talent.brussels dispose de chiffres annuels, mais n'a pas encore analysé les données par rapport à la période de confinement.

Mevrouw Latifa Aït Baala (MR) (in het Frans).- Volgens een enquête van Acerta en StepStone wil bijna 37% van de Belgen het komende jaar een carrièreswitch maken.

Volgens deze enquête, die afgenomen werd bij 3.000 werknemers, heeft 45% van de ondervraagden de voorbije zes maanden minstens één keer gesolliciteerd. Bovendien lopen sommige administraties in snel tempo leeg.

Wat is de situatie van het Brusselse openbaar ambt? Hoeveel ambtenaren zijn sinds het begin van de coronacrisis met pensioen gegaan? Hoeveel jonge ambtenaren zijn vertrokken?

Het welzijn van de ambtenaren is een hoofddoelstelling van de regering. Welke strategie volgt de regering om onze ambtenaren te behouden?

Ten slotte is telewerk een sleutelfactor geworden voor 58% van de werknemers die op zoek zijn naar een nieuwe werkgever. Houden talent.brussels en de overheidsinstellingen daar rekening mee?

De heer Sven Gatz, minister (in het Frans).- Volgens het Observatorium Tewerkstelling Openbaar Ambt is het aantal ambtenaren tussen 2019 en 2020 met 0,6% toegenomen. Tussen 2018 en 2019 was dat nog met 3,9%. De groei van het aantal ambtenaren is dus wat vertraagd.

De Gewestelijke Overheidsdienst Brussel telde 1.379 ambtenaren in 2018 en 1.455 in de eerste helft van 2021. Het observatorium heeft de gegevens met betrekking tot de lockdownperiode nog niet geanalyseerd.

¹⁴⁹ L'organisme talent.brussels ne collecte pas de chiffres sur les départs à la retraite. Au 31 décembre 2020, on comptait 513 fonctionnaires âgés de 60 ans ou plus, soit 5 % du nombre total de fonctionnaires. On peut supposer qu'ils quitteront la fonction publique dans un avenir relativement proche. En ce qui concerne le SPRB, il est question de 40 agents.

En ce qui concerne les jeunes fonctionnaires et les départs volontaires, on comptait quatre agents de moins de 30 ans. Les autres départs concernent trois licenciements et deux fins de contrat.

Pour répondre à votre question plus générale sur la stratégie, les chiffres suivent une certaine tendance et ne sont pas de nature à nous faire opérer des changements drastiques. Nous devons bien sûr continuer à suivre l'évolution et assurer l'afflux de talents ayant les bons profils dans nos administrations.

L'une des missions fondamentales de talent.brussels est de faire de notre Région un employeur attractif. Une fois que l'institution aura atteint sa vitesse de croisière, elle se concentrera, entre autres, sur l'analyse permanente de l'offre d'autres autorités en Belgique et de postes comparables dans le secteur privé. Cela ne se limitera pas aux questions liées au poste lui-même, comme le contenu du poste et la rémunération, mais aussi à tous les éléments d'une politique de ressources humaines moderne, en constante évolution. Ces analyses seront partagées avec le gouvernement bruxellois et avec toutes les institutions bruxelloises.

À l'avenir, talent.brussels mettra également l'accent sur une meilleure communication sur les postes vacants, afin de pouvoir toucher un public cible plus large et au besoin plus spécifique.

¹⁵¹ Quant aux démarches entreprises de manière à garder les meilleurs talents, des initiatives sont prises en ce sens dans les différentes administrations qui répondent aux besoins de leurs agents. Pour l'administration dont j'ai la tutelle, talent.brussels prend le bien-être de ses agents très au sérieux et organise régulièrement des activités ludiques, même pendant la période de télétravail obligatoire.

En voici quelques exemples :

- des activités virtuelles de team building sont organisées ;
- des pauses café numériques sont encouragées ;
- la création de "Radio Talent", où la musique peut être écoutée par le biais de la chaîne YouTube talent.brussels. La liste de musique est compilée par les membres du personnel ;
- l'intranet est alimenté quotidiennement par ce qui se passe dans l'organisation et par des informations utiles ;
- les nouveaux membres du personnel s'y présentent, etc.

Talent.brussels verzamelt geen gegevens over pensioneringen. Op 31 december 2020 was 5% van het totaal aantal ambtenaren 60 jaar of ouder.

Vier ambtenaren jonger dan 30 jaar zijn vrijwillig vertrokken, drie zijn ontslagen en voor twee is de arbeidsovereenkomst afgelopen. De cijfers zijn niet van dien aard dat drastische veranderingen nodig zijn. We moeten natuurlijk de situatie blijven volgen.

Een van de essentiële opdrachten van talent.brussels is om van ons geweest een aantrekkelijke werkgever te maken. Zodra de instelling op kruissnelheid zit, zal ze het aanbod van andere overheden in België en vergelijkbare jobs in de privésector permanent analyseren.

In de toekomst zal talent.brussels ook meer focussen op een betere communicatie over de vacatures om een ruimer en indien nodig specifiekere doelgroep te bereiken.

De administraties nemen initiatieven om de beste talenten te behouden. Talent.brussels neemt het welzijn van de ambtenaren zeer ernstig en organiseert regelmatig activiteiten, ook tijdens de periode van verplicht telewerk, wat de groepsgeest bevordert.

De mogelijkheid van telewerk wordt vermeld op de website van talent.brussels en in de werkaanbieding als de betrekking zich daartoe leent. Ten slotte wordt de vraag naar telewerk soms tijdens de selectieprocedure gesteld. De meeste vragen tijdens het sollicitatiegesprek gaan echter over het vervolg van de procedure, de organisatiecultuur en het team.

En organisant de telles activités, l'esprit de groupe est encouragé, ce qui génère implication et lien avec l'organisation.

Dans les procédures d'embauche, les avantages de travailler à la Région, notamment le télétravail, sont indiqués sur le site internet de talent.brussels, ainsi que dans l'offre d'emploi, si le poste s'y prête. Le cas échéant, le nombre de jours de télétravail est mentionné. Enfin, la question du télétravail est parfois posée lors de la procédure de sélection, mais, en principe, elle n'est pas abordée lors de l'entretien : la plupart des questions portent sur la suite de la procédure, la culture d'entreprise et l'équipe.

¹⁵³ **Mme Latifa Aït Baala (MR).**- La fonction publique semble avoir été très peu touchée, en comparaison avec le secteur privé. Les chiffres que vous avez livrés infirment toute autre thèse.

Les départs à la retraite, qui ne représentent que 5 % de l'ensemble des fonctionnaires, étaient par essence prévisibles. La réorganisation du travail a dès lors pu être anticipée. L'on sait aussi que la crise a eu un impact sur le mental de nos concitoyens, et singulièrement sur leur rapport au travail, et que le recours au numérique n'est pas sans effet sur le travail. Il est sans doute trop tôt pour en évaluer l'impact en 2021, vos chiffres concernant l'année 2020 et le premier semestre de 2021.

Je vous réinterrogerai ultérieurement, car les agents de la fonction publique sont un pilier essentiel de l'ensemble des services publics régionaux dont nos concitoyens doivent pouvoir bénéficier.

- *L'incident est clos.*

Mevrouw Latifa Aït Baala (MR) (in het Frans).- *Het openbaar ambt lijkt slechts in zeer geringe mate te zijn getroffen in vergelijking met de privésector.*

Pensioneringen zijn voorspelbaar. Daar kan dus op worden geanticipeerd. De crisis heeft een impact gehad op het mentaal welzijn en het gebruik van digitale tools heeft gevolgen voor het werk. Het is wellicht nog te vroeg om de impact ervan te evalueren.

- *Het incident is gesloten.*